

COMMUNE DE MEUSNES
EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

- :- :- :- :- :- :-

L'An deux Mil vingt, le 28 janvier à 19 h 00, le Conseil Municipal dûment convoqué par M. Daniel SINSON, Maire, le 22 janvier 2020, s'est réuni à la Mairie en séance publique sous la présidence de M. Daniel SINSON, Maire.

Etaient présents : M. GIBAUT, Mme CHUET, M. JOUBERT adjoints, Mme ROUTY, M. AUGIS, Mme ROUPILLARD, M. ALEXANDRE, Mme LE TRAOUZ, Mme DEROUET-LEDUC, Mme CATILLON, Mme ESCARTIN, M. CHUET

Absents : Mme AZEVEDO, M. PERROT.

M. ALEXANDRE a été désigné secrétaire de séance.

N° 20200128-04

AVIS SUR PROJET DE PLUi ARRETE LE 28 OCTOBRE 2019
PAR LA COMMUNAUTE DE COMMUNES VAL DE CHER CONTROIS

- **VU** le Code de l'Urbanisme, et notamment les articles L.103-2 à L.103-6, L.123-9, L.153-11, L.153-17 et R151-3 ;
- **VU** la délibération du 30 novembre 2019 du conseil communautaire du Cher à la Loire, alors compétent, prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme et ayant fixé les objectifs poursuivis et les modalités de concertation ;
- **VU** l'Arrêté préfectoral n°41-2016-12-19-004 du 19 décembre 2016 portant fusion des Communautés de communes Val de Cher Controis et Cher à la Loire en application de la Loi NOTRe ;
- **VU** la délibération du conseil communautaire du 26 juin 2017 approuvant les statuts communautaires applicables au 1^{er} janvier 2018,
- **VU** les documents que le Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) doit prendre en compte ou avec lesquels il doit être compatible ;
- **VU** le Porter à Connaissance de la Préfecture de Loir-et-Cher ;
- **VU** le débat qui a eu lieu le 5 mai 2017 au sein du Conseil Communautaire sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) ;
- **VU** la délibération n°16O17-6 du 16 octobre 2017 de la Communauté de Communes Val de Cher Controis validant la modernisation du contenu du Plan Local d'Urbanisme pour tendre vers un urbanisme de projet ;
- **VU** la délibération n°28O19-16 du 28 octobre 2019 de la Communauté de Communes Val de Cher Controis établissant le bilan de la concertation et arrêtant le projet du PLUi ;
- **VU** le projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal et notamment le rapport de présentation, le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD), les documents graphiques, le règlement écrit et les annexes ;
- **VU** l'avis préalable favorable à l'arrêt avec réserves et sous conditions de la Commission Communale de Meusnes en date du 8 octobre 2019
- **CONSIDERANT** le bilan positif de la concertation qui a été menée pendant toute la durée de l'élaboration du projet ;
- **CONSIDERANT** le travail du comité de pilotage du PLUi de l'ex-Val de Cher Controis ;
- **CONSIDERANT** que l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal est le résultat du travail collectif de l'ensemble des communes du périmètre de l'ex-Val de Cher Controis,

Accusé de réception en préfecture 041-214101396-20200128-04-DE Date de télétransmission : 06/02/2020 Date de réception préfecture : 06/02/2020

*Le Conseil Municipal,
Après échanges,
Après en avoir délibéré,
Et à l'unanimité,*

+ Émet un avis favorable avec réserves et sous conditions au projet du Plan Local d'Urbanisme de l'ex-Val de Cher tel que l'a exprimé la commission communale le 8 octobre 2019 :

1) Dans le projet de PLUi, la zone UIa est limitée aux seuls sites occupés par les Ets DAVID et AXEREAL et il n'y est prévu aucune possibilité d'extension ni pour ces sites, ni pour la création d'activités nouvelles.

En conséquence, l'assemblée municipale, considérant les lieux et compte-tenu des contraintes d'aménagement, demande que les parcelles cadastrées E 290 et E 291 d'une superficie totale de 10 880 m² soient portées dans le PLUi en zone UIa en lieu et place des parcelles cadastrées section A n° 338, 339, 340, 1340 et 1330 d'une superficie totale de 10 365 m² retenues initialement par la commission. Cette demande est justifiée unanimement par les membres de la commission par la volonté

- *de maintenir une activité économique particulièrement dynamique sur le territoire communal : l'entreprise DAVID qui emploie 60 salariés, réalise et codéveloppe des sous-ensembles mécaniques à fort contenu technologique pour des secteurs variés que sont le médical, le ferroviaire, l'industrie, la viticulture... Différentes technologies se complètent et sont maîtrisées par cette industrie : de l'usinage haute performance à la soudure robotisée. David Industrie possède également une unité de peinture époxy. Cette entreprise, qui s'est vue attribuer cet été un prêt d'honneur de 150 000 € du FIDEC, veut aller encore plus loin et passer à un système mécatronique, qui combine la mécanique, l'électronique, l'automatique et l'informatique. Ceci permettra, selon son dirigeant, de pérenniser le site et l'emploi à Meusnes. Il conviendra, le moment venu de pouvoir répondre favorablement à une demande d'extension de l'entreprise.*

- *d'être en capacité d'accueillir des activités artisanales peu consommatrices d'espaces mais qui contribuent au maintien d'activités économiques dans notre commune rurale. Ainsi, l'entreprise PCSE (Prouveur Cordistes Spécialisé en Espace confiné) 61, rue Louise Michel 41130 Meusnes a exprimé par écrit son souhait de pouvoir implanter sur notre commune son atelier pour l'entreposage de véhicules et de ses équipements spécialisés de cordiste. Certes, il est toujours possible de construire en zone Ub des bâtiments pour l'exercice d'une activité artisanale, mais force est de constater que la cohabitation habitat/activité économique est devenue difficile, voire impossible tant les résidents estiment rapidement être victimes de nuisances : circulation, chargement de véhicules tôt le matin, bruits divers, odeurs, ...*

2) En réponse à une observation formulée sur le registre déposé en mairie, la commission demande le classement en zone UIa des parcelles cadastrées section B n° 711, 511, 645 et 712. Ces parcelles appartenant à la dernière entreprise artisanale de couverture-charpente de la commune sont actuellement exclues de la zone constructible pour rupture d'urbanisation. Le classement tel que proposé

Accusé de réception en préfecture
041-214101396-20200128-04-DE
Date de télétransmission : 06/02/2020
Date de réception préfecture : 06/02/2020

dans le PLUi est de nature à compromettre la transmission de cette entreprise et donc provoquer la disparition de cette activité. »

- 3) *En réponse à une demande exprimée par les propriétaires de la parcelle cadastrée section D n° 2493, d'une superficie de 24 a 67 ca, l'assemblée demande le classement en zone constructible de ladite parcelle, des constructions étant édifiées de part et d'autre. La présence d'habitations à proximité immédiate rend ce terrain inutilisable à des fins agricoles et il s'ensuivra, inévitablement, des réclamations de la part des riverains, puisque les propriétaires, âgés et/ou dont le domicile est éloigné, finiront par négliger son entretien.*

+ **Transmet** cette délibération à la Communauté de Communes Val de Cher Controis.

Fait et délibéré en séance les jours mois et an que dessus et ont signé au registre les membres présents.

Pour extrait certifié conforme :
Le Maire,

Daniel SINSON

Certifié exécutoire
Transmis en Préfecture
de Loir-et-Cher


le : 06 FEV. 2020

Reçu le : 06 FEV. 2020

Publié ou notifié

le :

06 FEV. 2020



Daniel SINSON



Accusé de réception en préfecture
041-214101396-20200128-04-DE
Date de télétransmission : 06/02/2020
Date de réception préfecture : 06/02/2020